

La qualité de la dépense publique

Avec la très prochaine promulgation de la loi de finances, les résultats de l'enquête périodique que réalise International Budget Partnership sur la transparence de la dépense publique apportent une lecture critique de première importance.

L'exercice associe 102 institutions de recherche et des organisations de la société civile du monde entier spécialisés dans les finances publiques. Il bénéficie du soutien du Département du Royaume-Uni pour l'aide au développement international (UKAid) et des Fondations Open Society, Ford et William et Flora Hewlett. En Algérie, il a pour partenaire local l'Association nationale des finances publiques.

Le dernier rapport en date, paru sous le titre «Open Budget Survey 2015 (Open Budgets. Transform Lives)», insiste sur un enseignement majeur de l'enquête : «Des budgets ouverts peuvent transformer des vies.»^(*)

De l'avis des rédacteurs du rapport, la responsabilité budgétaire repose sur trois piliers : la transparence, la participation et la surveillance (ou le contrôle parlementaire et judiciaire).

La transparence est une condition importante et nécessaire pour «assurer une discussion complète du budget et son suivi de façon appropriée ; elle n'est cependant pas une condition suffisante ; il reste à créer les conditions dans lesquelles les gouvernements sont toujours tenus de rendre compte de la gestion efficiente et efficace des fonds publics».

Les résultats escomptés d'une telle gestion sont largement tributaires «des opportunités significatives offertes pour les citoyens et la société civile de participer au processus budgétaire» et d'une «forte surveillance formelle» du pouvoir législatif et des instances suprêmes d'audit et de contrôle» (style Cour des comptes).

Le «processus budgétaire» ainsi configuré permet la création d'un «écosystème de responsabilisation

budgétaire solide». Les trois piliers évoqués ne sont pas dissociables car «sans information complète sur le budget, les institutions de contrôle officiel et la société civile ne peuvent pas surveiller l'élaboration et la mise en œuvre de la politique budgétaire». De même que «l'accès adéquat (du public) aux espaces formels et informels pour exposer aux décideurs une diversité de points de vue» permet de mettre au point des politiques budgétaires «fondées sur des informations complètes et refléter les priorités nationales».

Enfin, si elles ne sont pas dotées d'un pouvoir réel, de prérogatives larges et de ressources suffisantes, «les institutions formelles de surveillance ne peuvent pas s'acquitter efficacement de leurs mandats et assurer que les fonds publics sont perçus et dépensés de la manière souhaitée».

Ce sont là les parades idoines à la corruption et la mauvaise gestion des fonds publics.

L'appréciation que donne l'Open Budget Index 2015 du «processus budgétaire» en Algérie est extrêmement sévère. L'Algérie est affectée d'une appréciation critique : «Insuffisant or None (0-20) », c'est-à-dire «insuffisant ou nul», avec une note de 0 à 20 sur un total de 100, la situant au même rang que le Soudan, le Niger ou le Tchad.

Par comparaison, les meilleurs scores (81-100) sont attribués à la Nouvelle-Zélande, la Suède, la Norvège, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud.

Combien de pays obtiennent une note insuffisante pour les trois piliers de la responsabilité du budget (la transparence, la participation, et les deux mesures qui couvrent la surveillance – du Parlement et de la Cour des comptes), s'interroge ensuite le rapport sur 32 pays dont Algérie. L'état critique dans lequel se trouveraient nos finances publiques donne alors une signification particulière aux recommandations qui nous sont formulées, au titre de chacun des trois piliers.

S'agissant d'abord de la transparence, il est recommandé de «publier davantage d'informations». A ce titre, il est conseillé comme un «besoin urgent d'augmenter le nombre des documents budgétaires qui sont publiés en temps opportun». Priorité reste à donner «à la publication de documents qui sont actuellement produits à usage interne, pour être mis à la disposition du public à un coût minime».

Notre confrère de la Faculté de droit, Tahar Bouara, l'a déjà écrit en 2006 dans sa thèse de doctorat portant sur «la loi de finances en Algérie» : «Dans le contexte algérien, la tendance à l'emprise du droit sur les finances publiques n'a pas été remarquable ; une constatation qui laisse penser que les raisons historiques propres à l'Algérie n'ont pas permis la prévalence du droit en matière budgétaire».

Son étude approfondie de la loi de finances dans notre pays indique qu'elle ne s'est jamais départie d'une double «tare» congénitale : son décalage avec le droit et l'absence de mécanismes de contrôle qui donnent à la représentation parlementaire un droit de regard tatillon sur les finances publiques.

Nombre de difficultés ont en effet «empêché» ou retardé l'emprise du droit sur les finances publiques et il convient instamment de les combler. Par ailleurs, il est recommandé que soient «institutionnalisés les gains en matière de transparence», au moyen de «l'intégration des pratiques de transparence dans les lois, les règles et procédures».

Au titre de la participation, il est attendu l'ouverture «d'espaces formels de participation du public dans le processus budgétaire» aux stades législatif, exécutif, de suivi et de contrôle. De même qu'il est espéré «davantage de possibilités de participation du public» par des «approches novatrices» et des «exemples concrets» (budgétisation participative et audits sociaux) qui multiplient et élargissent les contributions du public lors de la formula-



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

tion et la mise en œuvre du budget. Au stade législatif, il est proposé «des audiences publiques sur le budget au cours desquelles le public est autorisé à témoigner».

Au titre du contrôle, les résultats de l'enquête montrent que les institutions en charge de cette fonction, réputées sévères dans certains pays, «ont tendance à avoir plus de portée et d'autorité pour mener à bien leur rôle dans la tenue des comptes du gouvernement et la protection des ressources publiques» lorsqu'elles associent les citoyens et la société civile.

Autre mesure attendue : la sécurisation de l'indépendance de l'institution supérieure de contrôle, y compris par un financement adéquat, afin de renforcer les processus d'audit.

A. B.

(*) International Budget Partnership, «Open Budget Survey 2015 (Open Budgets. Transform Lives) », Washington DC, septembre 2015, disponible en anglais sur www.internationalbudget.com

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Vas-y Raymond ! Tout un peuple est derrière toi !

En Algérie, ce qui serait bien, c'est une méga-coupure du câble de la bêtise, de l'incompétence et du népotisme.

Un câble, hélas, à très haut débit !

Moi, j'ai accroché «sa» photo au-dessus de mon lit, comme d'autres placent le portrait de Abdekka au-dessus de leur bureau, bien en face d'une caméra qui s'égèrerait là. J'ai ajouté au cadre, une «sebha», un chapelet que m'a offert ma défunte mère qui n'a jamais mis les pieds à La Mecque. Je ne suis pas seul à avoir ainsi placardé «sa» photo. J'ai appris que dans la cité, l'immeuble 14, mitoyen du mien, a eu une initiative pour le moins intéressante. Ses habitants ont transformé chaque palier en une sorte d'autel en «son» honneur. Avec «son» effigie, des fleurs et des bâtons d'encens. Chaque locataire doit marquer impérativement une halte aux différents étages pour y lire une prière ou allumer une bougie – c'est selon – à «sa» gloire. Et ce n'est pas tout, puisqu'à l'école, les profs ont été instruits d'introduire vite un cours où sont narrés «ses» exploits, où «il» est décrit sous toutes les coutures et où figure également «son» long parcours. Pour les Algériens, «il» fait désormais partie de la famille. De chaque famille.

Ainsi, on ne peut entamer les repas de midi et du soir sans l'évoquer, sans demander de «ses» nouvelles, sans s'inquiéter de ce qu'«il» fait. Jusque-là, ce genre de regroupement boustifaille commençait par «bessmi Allah» ou encore «saha f'tourkoum». Et bien là, invariablement, depuis quelques jours, on ne peut rien avaler si l'on n'a pas d'abord demandé en tour de table comment «il» va. Ensuite, et seulement ensuite, on peut s'empiffrer tranquille. Oui, on peut le dire ainsi, c'est littéralement de la vénération. Une sorte de rite païen des temps modernes. Unique au monde, au demeurant. J'ai beau chercher, fouiller, essayer de me documenter, je ne trouve pas de cas similaire, de situation pareille. Un peuple tout entier, 40 millions de personnes en pamoison devant un bateau. Chacun de nous, du plus petit au plus grand, connaît son nom. Vous demanderiez dans la rue aux gens de vous réciter la liste des 22 historiques qui ont lancé la révolution ils en seraient incapables. Par contre, demandez-leur le nom du navire qui nous répare en ce moment «notre» internet, et tous, en chœur, ils vous répondraient : *Le Raymond Croze*. Essayez ! Et fumez du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue.

H. L.